

Ecrit par le 3 juillet 2026

L'émission Super Nanny lance un appel à candidatures en région Paca



L'émission télévisée **Super Nanny**, diffusée sur la chaîne TFX, recherche des nouveaux participants pour de futurs épisodes. L'émission lance un appel à candidatures en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Si l'émission *Super Nanny* fêtera bientôt ses 20 ans, cela fait plus de 10 ans qu'elle est présentée par Sylvie Jenaly qui intègre des familles le temps de quelques jours pour aider les parents débordés par leurs enfants à retrouver leur autorité et l'harmonie du foyer. D'abord diffusé sur M6, le programme est aujourd'hui sur TFX.

Ecrit par le 3 juillet 2026

L'émission lance aujourd'hui un appel à candidatures en région Paca. Parents solos, parents d'ados, familles nombreuses ou recomposées, Super Nanny vient en aide à tous les types de famille. Pour obtenir cette aide, il suffit de contacter directement Super Nanny sur [sa page Facebook](#), ou bien par mail à l'adresse casting.supernanny@warnerbros.com

15% des cigarettes vaclusiennes sont des contrefaçons



Selon une étude* réalisée pour le compte de [la Seita](#) (Société d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes) 37% des cigarettes consommées au 4^e trimestre 2023 sur le secteur d'Avignon ne proviendraient pas d'un réseau de buralistes. Les fumeurs de la cité des papes et du Vaucluse s'approvisionneraient ainsi à hauteur de 15% en cigarettes de contrefaçon et à 22% en tabac provenant de duty-free ou d'achats transfrontaliers.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Part de la contrefaçon dans la consommation de tabac au 4^e trimestre 2023

Avignon	Aix-en-Provence	Toulon	Nice	Toulouse	Béziers	Saint-Etienne	Clermont-Ferrand
15%	18,3%	15,6%	11,7%	11,7%	15%	18,3%	12,5%

La région Sud champion des réseaux parallèles de tabac

En région Provence Alpes Côte d'Azur, sur la même période, ce chiffre est de 41,8%, ce qui classe la région à la première place des régions françaises où l'on consomme le plus de cigarettes issues du marché parallèle (contrefaçon, contrebande, commerce transfrontalier, duty-free). Ce taux particulièrement élevé est en progression par rapport aux deux trimestres précédents (36,6% au 3^e trimestre 2023 et 32% au second).

Part des achats de Duty-free et transfrontaliers au 4^e trimestre 2023

Avignon	Marseille	Nice	Toulon	Nîmes	Montpellier	Béziers	Lyon	Clermont-Ferrand
22%	40%	28%	20%	36%	31%	30%	33%	22%

Dans la région, avec 40%, Marseille affiche des taux d'achats en duty-free et transfrontaliers largement supérieurs aux autres villes de Paca. Dans le grand Sud, seule la zone de Nîmes (36%) se rapproche de la cité phocéenne.

Chez nos voisins d'Occitanie, ce chiffre s'élève à 36,9% durant le 4^e trimestre de l'année écoulée. De quoi figurer en 10^e position des régions françaises. Ce taux reste très élevé et en ligne avec les deux trimestres précédents puisque celui-ci était de 40,3% au 3^e trimestre 2023 et 32% au second.

Côté Auvergne-Rhône-Alpes, cette part se monte à 37,3% (9^e région française) après 39,5% au 3^e trimestre 2023 et 30,6% au second.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Poids des achats de cigarettes sur le marché parallèle par région

	Trimestre 2-2023	Trimestre 3-2023	Trimestre 4-2023
Provence Alpes Côte d'Azur	32,20%	36,60%	41,80%
Nouvelle Aquitaine	32,20%	39,70%	41,50%
Ile de France	34,20%	41,40%	40,90%
Bretagne	34,10%	37,20%	40,30%
Bourgogne Franche Comté	35,60%	40,30%	40,30%
Centre Val de Loire	31,50%	37,60%	40,20%
Hauts de France	33,70%	36,70%	40,10%
Normandie	33,80%	36,20%	38,10%
Auvergne Rhône Alpes	30,60%	39,50%	37,30%
Occitanie	32%	40,30%	36,90%
Pays de Loire	28,70%	35,90%	35,30%
Grand Est	29,80%	41,40%	33,80%

« Aujourd'hui, le marché parallèle demeure le premier concurrent de l'ensemble de la filière. »

5 milliards de recettes fiscales qui partent en fumée

« Avec 41,8% des achats de cigarettes en dehors du réseau des buralistes, la région Paca est un excellent exemple de l'ampleur du phénomène qu'est le marché parallèle en France, insiste Hervé Natali, Responsable des Relations territoriales Seita. Ces chiffres ainsi que les récentes annonces du ministre chargé des Comptes publics concernant les saisies de tabac (521 tonnes en 2023 ; 27 tonnes lors de l'opération 'Colbert 2' menée par les Douanes) démontrent que le trafic de tabac gangrène nos territoires. Cette fraude fiscale coûte chaque année à l'État 5 milliards d'euros selon le ministre de la

Écrit par le 3 juillet 2026

Santé. Tant que la fiscalité sera le seul moyen employé pour diminuer la consommation de tabac, les consommateurs feront le choix de l'optimisation fiscale en s'approvisionnant en dehors du réseau des buralistes. Aujourd'hui, le marché parallèle demeure le premier concurrent de l'ensemble de la filière. »

L.G.

**Étude co-financée par Imperial Brands, maison mère de [SEITA](#). Ces résultats sont issus d'une collecte des paquets vides dans l'espace public. Le panel de l'étude comprend 126 villes de la France métropolitaine, couvrant près de 22% de la population française. La dernière campagne de collecte (T4) a eu lieu entre le 21 novembre et le 21 décembre 2023.*

SPIE : 340 postes à pourvoir en Paca



[SPIE](#), leader européen indépendant des services multitechniques dans les domaines de l'énergie et des communications, recrute 340 collaborateurs, dont 30 alternants, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ecrit par le 3 juillet 2026

En élargissant ses équipes, SPIE entend contribuer à l'émergence d'une société bas carbone en créant et en apportant des solutions concrètes et globales aux entreprises, industries, et territoires, pour accélérer leurs transitions énergétique, numérique et industrielle.

L'entreprise propose divers postes tels que : technicien de maintenance, ingénieur-e efficacité énergétique, électricien courant faible et fort, ingénieur télécoms, ingénieur réseaux, monteur, conducteur de travaux, raccordeur fibre optique, ingénieur & technicien smart city et cybersécurité, technicien data centers, soudeur ou encore responsable d'activités réseaux d'énergie.

Les postes sont pour la plupart des CDI à temps plein. Tous les niveaux d'étude sont ciblés, du bac professionnel au diplôme d'ingénieur, en passant par les licences professionnelles et les BTS. « Nous sommes à la recherche de personnes passionnées et engagées qui ont envie de progresser, de transmettre et d'entreprendre », a déclaré [Arnaud Tirmarche](#), directeur général de SPIE France.

Pour consulter toutes les offres d'emploi et postuler, [cliquez ici](#).

La Chambre Régionale d'Agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur et GRDF veulent développer la méthanisation agricole

Ecrit par le 3 juillet 2026



Guilhem Armanet, directeur Client Territoires [GRDF Sud-Est](#) était au Salon International de l'Agriculture, mardi 27 février, aux côtés d'André Bernard, président de la [Chambre Régionale d'Agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#), pour signer une convention de partenariat pour le développement de la filière méthanisation agricole sur la région.

La production de gaz vert atteint déjà en France la puissance de 2 réacteurs nucléaires.

La capacité installée des 657 sites de méthanisation en injection - 12 TWh/an - dépasse largement les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie fixés à 6 TWh/an en 2023. Dès 2030, 20 % du gaz consommé en France pourrait être renouvelable ; en 2050, la France a le potentiel avéré de couvrir 100 % de sa demande de gaz grâce aux gaz verts.

Le biométhane est un gaz renouvelable incontournable au mix énergétique français

produit localement à partir de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets issus des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux. On l'appelle alors biométhane ou gaz renouvelable. Son bilan carbone est quasi neutre. Tout comme le gaz, il sert à chauffer, cuisiner et peut être utilisé comme carburant (BioGNV).

Le salon de l'agriculture était, pour GRDF, de consolider ses liens avec le monde agricole

Ecrit par le 3 juillet 2026

et de maintenir la dynamique de développement du biométhane sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans ce cadre, GRDF souhaite sensibiliser la filière et notamment les exploitants agricoles sur les atouts du biométhane et ses enjeux dans le cadre de la transition énergétique tout en les accompagnant dans la réussite de leurs projets de méthanisation.

La participation de la Chambre Régionale d'Agriculture Provence-Alpes-Côte d'Azur, quant à elle,

participe à l'émergence et à l'accompagnement de la méthanisation agricole par son ancrage territorial et ses liens privilégiés aux collectivités et aux agriculteurs. Elle s'implique notamment pour informer, sensibiliser et conseiller les différents acteurs, rappeler les enjeux liés à cette activité via des réunions d'information, l'identification de gisements agricoles mobilisables sur le territoire et l'utilisation du digestat, un engrais naturel qui se substitue aux engrais chimiques.

MH

Quelle est la race de chien préférée en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Ecrit par le 3 juillet 2026



On dit que le chien est le meilleur ami de l'Homme, et ce ne sont pas les Français qui diraient le contraire ! Un tiers d'entre eux possède un chien et 21% en voudraient un selon le Baromètre 2022 Centrale Canine / CSA 'Les Français et le chien'. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, c'est le berger australien qui a obtenu la place du chien préféré en 2023, détrônant ainsi le staffordshire bull terrier.

[Centrale Canine](#), dont la mission principale est de recenser et de suivre la généalogie de tous les chiens de race en France à travers son Livre des Origines Français (LOF), a dévoilé son classement des races de chien les plus populaires à l'échelle nationale, mais aussi par région.

En région Paca, c'est le berger australien qui a conquis le cœur des Provençaux en 2023, en enregistrant le plus de naissances dans la région (1 145 inscriptions au LOF). Il est suivi de près par staffordshire bull terrier (925 inscriptions au LOF), qui était à la première place en 2022, puis du golden retriever (888 inscriptions au LOF). Le berger australien n'est d'ailleurs pas seulement à la première place en Paca, mais il l'est aussi dans neuf autres régions, ainsi qu'au niveau national.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le chouchou des Provençaux tel qu'on le connaît aujourd'hui s'est développé exclusivement aux États-Unis. Il a été nommé 'berger australien' par association avec les bergers d'origine basque en provenance d'Australie, arrivés aux États-Unis au XIXe siècle.

Le berger australien est une race jeune puisqu'elle a été reconnue par la Fédération cynologique internationale seulement en 1996, bien que son élevage en France ait commencé depuis les années 1980. La cote de cette race auprès des Français n'a cessé de croître depuis son arrivée sur le territoire. En 1997, la France recensait moins de 130 bergers australiens inscrits au LOF, pour atteindre plus de 150 000 inscrits aujourd'hui.

Le berger australien est un chien de taille moyenne à la robe attrayante, il n'en existe d'ailleurs pas deux identiques, avec des yeux pouvant être vairons (yeux de couleurs différentes) ou particolores (plusieurs couleurs dans le même œil) et au caractère enjoué. Intelligent, c'est un compagnon affectueux et robuste. Totalement dévoué à son maître et formidable partenaire de jeu, il s'intègre parfaitement à la vie de famille. Il apprend rapidement et est très facile à éduquer. Très actif, c'est un chien qui a besoin de beaucoup d'exercice et qui n'apprécie pas la solitude.



Paca est la 2^e région qui a le plus dépensé au restaurant pour le réveillon du 31



D'après une étude réalisée par [sunday](#), la solution de paiement pour restaurants lancée par les fondateurs de [Big Mamma](#), les Français ont dépensé en moyenne 61€ par personne au restaurant pour le réveillon du 31, contre 56€ l'année dernière. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle, fait partie des régions qui ont le plus dépensé.

79€, c'est ce qu'ont dépensé en moyenne les habitants de la région Paca par personne au restaurant pour le réveillon du 31. Cela place donc la région Paca en deuxième position dans le classement des régions les plus dépensières à cette occasion, juste derrière la région Auvergne-Rhône-Alpes (87€) et devant l'Île-de-France (67€).

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les Français étaient en moyenne 2,7 à table. Malgré le contexte inflationniste, les pourboires ont augmenté de 40% par rapport à l'année précédente. Paca a d'ailleurs été la région la plus généreuse avec 3,3€ laissés en moyenne par convive. Si la région Paca a été la plus dépensière, c'est la région voisine, l'Occitanie, qui a le plus apprécié sa soirée avec une note moyenne de 4,75/5.

V.A.

Grand Delta Habitat lance sa foncière commerce Sud Attractivité

Ecrit par le 3 juillet 2026



Grand Delta Habitat, La plus importante coopérative de France vient de co-crée sa foncière commerce Sud attractivité avec la Direction régionale de la Banque des territoires, en partenariat avec la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse (Cepac). Objectif : Ranimer les commerces et les logements attenants en cœur de ville.

Dans le détail

Pour mieux situer la naissance de la Foncière commerce Sud attractivité, celle-ci dispose d'un capital social de 2,216M€ répartis en 56,2% par Grand Delta Habitat, 41,3% par la Banque des territoires et 2,5% par la Caisse d'Épargne Cepac. Voilà pour le montage financier qui indique le niveau de responsabilité ainsi que la faculté décisionnelle de chacun.

Le principe d'intervention

La foncière acquiert les commerces en rez-de-chaussée tandis que Grand Delta Habitat achète les logements en étage et devient le maître d'ouvrage délégué des opérations de rénovations immobilières

Ecrit par le 3 juillet 2026

ainsi que l'ensemble des actes de gestion. Dans les faits ? Les premières opérations interviendront dans le cœur des villes de Carpentras, Cavaillon, Pertuis, Manosque et Salon-de-Provence... Voici pour la feuille de route.

Zoom sur Carpentras

En ce qui concerne Carpentras, ville d'environ 30 000 habitants, celle-ci subit la captation de sa clientèle par les grands centres commerciaux d'Avignon et d'Orange. La Foncière interviendra donc sur la réhabilitation de commerces dont les locaux sont vétustes. Sept projets sont d'ores et déjà identifiés, particulièrement rues Porte de Monteux et Raspail. Une opération d'aménagement plus globale veillera à la création de zones piétonnes et de nouveaux projets immobiliers. Grand Delta Habitat, quant à elle, interviendra sur les étages supérieurs de ces commerces pour rendre accessibles et réhabiliter les logements attenants.



De gauche à droite, Xavier Sordelet directeur général de Grand Delta Habitat, Pierre Gonzalvez, Vincent

Ecrit par le 3 juillet 2026

Gautier, Michel Gontard, Alexis Rouque et Gilbert Marcelli

Cavaillon

La ville accueille environ 26 500 habitants et partage bien des similarités avec Carpentras, notamment en termes de vacances de locaux commerciaux. Cependant, depuis 2018, la Ville a anticipé une politique visant à consolider les espaces commerciaux et mené des études préliminaires sur 75 immeubles nécessitant intervention, complétant le dispositif en achetant 8 autres avec le concours de l'Etablissement public foncier (EPF) et prévoyant d'acquérir 12 locaux commerciaux. Pour sa part, la Foncière achèterait 7 commerces dans les deux prochaines années, notamment dans la rue piétonne historique. Ces interventions s'intègrent à une opération programmée de l'habitat et de renouvellement urbain (Opah-Ru) complétée d'une autre opération de revitalisation du territoire (ORT) ainsi que d'un programme d'aménagement des espaces publics.

Grand Delta Habitat

La plus grande coopérative de France, acteur généraliste du logement s'inscrit depuis toujours dans le parcours résidentiel en lien avec l'évolution des modes de vie et ses résidents en location qui sont des ménages, des familles monoparentales, des seniors, des personnes à mobilité réduite, d'autres en accession à la propriété pour les primo-accédants, ou, encore, des ménages modestes et intermédiaires. La coopérative propose également des terrains à bâtir viabilisés et libre de choix constructeurs ainsi que la gestion de syndic de copropriétés.

En lien avec les acteurs locaux

La coopérative bâtit régulièrement des projets avec les acteurs locaux de logements intermédiaires, mène des études d'ingénierie urbaine pour les collectivités locales ; propose des prestations de services pour des tiers ; fait de la gestion de copropriétés fragilisées ; a créé un Organisme de foncier solidaire (OFS) destiné à favoriser l'accession sociale sécurisée en dissociant de façon pérenne foncier et bâti ; propose du Prêt social location-accession (PSLA) permettant aux ménages sans apport personnel d'acquérir le logement qu'ils occupent en statut de locataire, et, enfin, le Bail réel solidaire (BRS) permettant de dissocier le foncier du bâti afin de faire baisser le prix d'acquisition des logements.

Les chiffres GDH au 31 12 2023

220M€ de chiffres d'affaires ; 152M€ investis ; 91 667 personnes logées ; 38 672 logements locatifs dont 30 000 en Vaucluse ; 8 972 lots en gestion de copropriété ; 641 collaborateurs ; 504 logement livrés ; 171 ventes réalisées ; 15 agences commerciales ; 99,22% de recouvrement ; 3,58% de logements vacants.

Ils ont dit

Lors de la présentation de la foncière Sud attractivité, diverses personnalités se sont exprimées parmi lesquelles :

Ecrit par le 3 juillet 2026



Gilbert Marcelli, Président de la CCI d'Avignon et du Vaucluse

Dans ces propos introductifs, Gilbert Marcelli, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Avignon et du Vaucluse souligne «L'importance de la création de cette entité porteuse de solutions pour la vie économique du territoire, le développement du cœur de ville via ses commerces et la possibilité de loger les collaborateurs de nos entreprises.»

Ecrit par le 3 juillet 2026



Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat

«La Banque des territoires est à l'origine du dispositif de la Foncière commerce déployant plus d'une centaine de structures en France, a précisé Michel Gontard. La Banque des territoires et la Caisse d'épargne Provence-Alpes-Côte d'Azur (Cepac) nous ont présenté le concept au début de l'année 2021.»

«Sud Attractivité est une société anonyme.

Pourquoi ce choix ? a interrogé Michel Gontard, pour que la structure demeure ouverte à l'ensemble des partenaires. C'est un outil, à caractère régional, au service des collectivités, ciblé sur l'activité communale et départementale apportant les fonds sur un secteur géographique déterminé avec, pour décisionnaire des interventions, le premier magistrat de la ville. L'autre spécificité de Sud attractivité ? Elle est adossée à Grand Delta Habitat, bailleur social. Ce qui nous vaut d'avoir été reconnu pour cette mission ? Notre longue expérience en interventions - rénovations et réhabilitations- en centres bourgs comme à Carpentras, Monteux, Jonquières, ou encore plus loin, à Sommières... »

Ecrit par le 3 juillet 2026

«Nous sommes également propriétaires d'environ 200 commerces.

précise le président de GDH. Nous cheminons de longue date avec la Banque des territoires et la Cepac. Désormais, nous co-construisons ensemble l'aboutissement des projets du territoire, notamment à Cavaillon et, prochainement, à Salon-de-Provence, Pertuis et Manosque. Notre rapprochement avec l'association des maires de Vaucluse et la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse nous accompagnera dans cette philosophie de la proximité et du développement du territoire, pour l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.»



Alexis Rouque, Directeur régional de la Banque des territoires en Provence-Alpes-Côte d'Azur

«La création de foncière est un moment clé pour les territoires et l'exercice de notre mission. Nous déployons ainsi la vocation territoriale de la Caisse des dépôts en accompagnant les décideurs locaux, dans leurs ambitions et dans des géographies différentes telles que les métropoles, et, de plus en plus, dans les villes moyennes qui voient un retour des politiques publiques.»

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les enjeux

«A nous d'en déceler les enjeux et de trouver des solutions pragmatiques de façon à rééquilibrer les territoires, assure Alexis Rouque. Le sujet clé ? La redynamisation des centres villes et, surtout, le fait de prendre la maîtrise sur un certain nombre de magasins en rez-de chaussée, pour les remettre sur le marché tout en ciblant la demande et l'animation commerciales et tout en travaillant sur le stationnement, les équipements publics, la sécurité, la propreté... Cependant, l'ensemble du dispositif ne prospèrera que si l'on écoute attentivement la collectivité qui s'inscrit elle-même dans une action globale.»

«100 foncières créées en France

La Banque des territoires crée un peu partout en France des Foncières de redynamisation commerciale comme celle de Toulon qui fonctionne bien, une autre à Grasse en cours de création, Brignoles, la métropole Aix Marseille, détaille le directeur régional de la Banque des territoires. Nous retrouvons, partout, cette même préoccupation. L'originalité ici ? Combiner la Banque des territoires avec un organisme HLM, la plus importante coopérative de France, ce qui nous permet de traiter à la fois les rez-de-chaussée commerciaux et les logements attenants.»

La Banque des territoires

«Nous créons une foncière adossée au Bailleur social Grand Delta habitat, outil de dynamisation inédit intervenant dans le cadre du programme national Action cœur de ville 2023-2026, situe Alexis Rouque. Nous œuvrons, ainsi, en faveur de la redynamisation des villes moyennes, particulièrement sur les commerces et les logements attenants avec, pour objectif, de soutenir l'attractivité de centre-ville.»

Ecrit par le 3 juillet 2026



Vincent Gautier, directeur immobilier professionnel et social de la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse

«Nous sommes fiers de favoriser la redynamisation des centres-villes avec la création de la foncière Sud Attractivité et d'être utile à l'économie locale et ses habitants, poursuit Vincent Gautier, directeur immobilier professionnel et social de la Cepac. La gestation de Sud Attractivité s'est déroulée durant 2 ans et demi, lors desquels Xavier Sordelet nous a invités à prendre place autour de la table. Nous avons alors décidé de participer à hauteur 2,5% du capital qui sera amené à se développer au gré des futures réalisations et projets de réhabilitations et de rénovations de commerces qui ont pour corollaire, aussi, de fixer la population, d'impulser et de maintenir l'activité économique.»

«Un travail de proximité

Alors que depuis des décennies, l'on a plébiscité les déplacements en périphérie, on essaie, maintenant, de contrebalancer, partout, ce mouvement, analyse le directeur. Si la Cepac finance le particulier et l'acquéreur, elle est aussi un important financeur du logement social via 300M€ distribués en 2023 et

Ecrit par le 3 juillet 2026

350M€ prévus en 2024, car nous voulons continuer à soutenir les projets malgré la crise. Cette foncière augure bien la dynamique que nous voulons impulser en proximité. Elle se développera sur Avignon, Carpentras, Cavaillon et, notamment, avec les Petites villes de demain comme Pertuis, l'Isle-sur-la-Sorgue et Manosque. En tout, 220 villes sont concernées au niveau national dont 13 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une aide dévolue aux villes, portée par les Pouvoirs publics.»

«Fusion, bientôt 40 000 logements,

Grand Delta Habitat a été confrontée à des étapes clés dans une conjoncture difficile avec la réduction du loyer de solidarité, la Loi Elan avec la concentration des acteurs du logement HLM, nous sommes très fiers d'être à vos côtés dans cette foncière,» a conclu Vincent Gautier, directeur immobilier professionnel et social de la Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse.



Pierre Gonzalvez, président de l'association des maires de Vaucluse

«Le Vaucluse est composé de 151 communes. Tout l'enjeu de cette foncière sera de répondre aux besoins

Ecrit par le 3 juillet 2026

des plus petites d'entre elles comme à ces immeubles avec un commerce en rez-de chaussée et ces cellules vides attenantes parce que l'accès aux étages est condamné par le commerce.»

«Ce dispositif permet d'une part de réhabiliter ces commerces

et, d'autre part, de proposer de nouveaux logements sociaux aux maires car la période est à l'arrivée des arrêtés préfectoraux pour les communes carencées en logements sociaux alors qu'il est plus que difficile, pour celles-ci, de répondre aux demandes de la Loi, notamment en matière de logements sociaux requis. Il s'agit donc là d'une boîte à outils supplémentaire pour nos centres villes,» note le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

«Nous avons également été témoins de l'étalement urbain des villes et villages,

notamment au gré de lotissements qui effacent l'identité de ceux-ci, regrette l'édile. Recentrer permet donc de redonner du sens à la Cité. Nous sommes en train de comprendre le sens de cette centralité, ce que va nous permettre cette foncière, même si les disparités sont grandes entre les villes et villages. Le diagnostic de ceux-ci va permettre de relever les opportunités, de cibler de futures destinations des biens, de qualifier le type de logement, d'identifier la typologie des commerces recherchée et, au travers de tout ceci, de retravailler l'attractivité du département de Vaucluse et, enfin, de faire face à la difficulté de loger nos habitants dès lors que le flux touristique génère de l'immobilier saisonnier.»

«A titre d'information, l'Isle-sur-la-Sorgue

accueille 9 800 logements, tout compris, dont 1 100 logements meublés saisonniers -Airbnb- où 25% se situent en centre-ville, observe le président de l'association des maires de Vaucluse. Nous vivons actuellement une vraie problématique. Heureusement que des dispositifs comme les zones tendues vont permettre de déployer des règlementations de changement d'usage et d'autres encore plus restrictives. Cependant il y a un vrai enjeu à la fois de population, de dynamisation de centre-ville et d'accès au logement à prix correct voire modéré pour nos populations qui en ont bien besoin.»

Ecrit par le 3 juillet 2026



Emploi : la Région Sud parmi les 2 seules régions françaises à vouloir davantage recruter en 2024

Ecrit par le 3 juillet 2026



Selon le baromètre [du groupe Manpower](#) des perspectives d'emploi, près d'un tiers des entreprises françaises (32%) anticipent une hausse de leurs effectifs sur la période de janvier à mars 2024. Au trimestre dernier (T4-2023), ce taux était de 42%, et de 41% l'an dernier, sur la même période (T1-2023). Dans le même temps, 13% des entreprises interrogées anticipent une diminution de leurs effectifs au premier trimestre 2024. Une dynamique stable, puisque ce taux était de 14% au dernier trimestre, et identique à la même période l'an passé. Par ailleurs, il s'avère que les régions PACA et Auvergne-Rhône-Alpes sont les deux seules régions qui connaissent une progression de leurs perspectives d'embauche (+2 points chacune) depuis le dernier trimestre.

La prévision nette d'emploi en France est de +19% pour la période de janvier à mars 2024, en régression de -9 points par rapport au trimestre précédent, et en recul de -8 points par rapport au même trimestre l'année dernière (prévision nette d'emploi = prévision d'augmentation des effectifs - prévision de réduction des effectifs). Cette baisse risque de s'accompagner les prochains mois d'une tension renforcée sur le marché de l'emploi, avec des candidats qui devront davantage valoriser leurs compétences spécifiques, et des recruteurs qui embauchent moins, et seront donc plus exigeants sur les profils rencontrés. « Tout comme pour la conjoncture économique, c'est un début d'année 2024 en demie-teinte qui s'annonce. Le marché de l'emploi demeure dynamique, avec des entreprises de tous secteurs qui poursuivent leurs recrutements, cependant nous constatons que l'ensemble des chiffres sont à la baisse par rapport à l'année passée. Bien que nous soyons toujours dans un contexte de pénurie des talents, les entreprises font face à leur réalité économique et ralentissent et priorisent les embauches. La demande

Ecrit par le 3 juillet 2026

persistante de recrutements vise à combler des besoins en nouvelles compétences pour répondre à leurs différents enjeux : digitalisation, innovation et transition écologique... », analyse [Alain Roumilhac](#), président de Manpower group Europe du Sud.

Une année qui s'annonce en dent de scie

Bien que les chiffres des intentions d'embauches pour le début d'année 2024 se révèlent globalement à la baisse, l'année s'annonce en dents de scie, avec la stabilisation voire la baisse de l'inflation, ainsi que l'organisation des Jeux Olympiques en France. Ces deux facteurs vont engendrer des pics de besoins et d'embauches, et bousculeront les priorités et les prévisions des entreprises. Ces dernières devront faire preuve d'une grande flexibilité, et miser sur des formats tels que l'intérim pour s'adapter.

Les secteurs d'activités qui ont les prévisions nettes d'emploi les plus fortes pour le trimestre prochain sont les Technologies de l'Information (+30%), la Communication et les Services (+30%), l'Énergie (+24%) et les Transports, la Logistique et l'Automobile (+23%).

En termes de répartition de ces prévisions nettes d'emploi, les régions les plus dynamiques sont la région Auvergne-Rhône-Alpes (28%), la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (28%) et la région Nouvelle-Aquitaine (26%).

Des secteurs d'activités néanmoins dynamiques dans un contexte économique qui s'annonce plus stable en 2024

Parmi les 9 secteurs analysés dans le baromètre*, 4 secteurs affichent des prévisions nettes d'emploi très encourageantes, révélant leurs besoins spécifiques pour ce début d'année. Le secteur des Technologies de l'Information est en tête de ce classement, avec une prévision nette d'emploi de +30%. Déjà en tête au trimestre précédent, le secteur enregistre néanmoins une baisse de 8 points (+38% pour T4 2023), ainsi qu'une baisse de 5 points par rapport au même trimestre de l'année dernière (+35%).

Une baisse des prévisions nettes d'emploi qui se poursuit depuis le début de l'année 2023, mais qui reste en croissance sur ce secteur régulièrement bouleversé par les nouvelles technologies.

Puis, le secteur de la Communication et des Services avec une prévision nette d'emploi de +30%, qui connaît une faible décroissance avec -2 points par rapport au trimestre précédent (+32%), mais une forte progression par rapport au premier trimestre 2023 avec +22 points (+8%).

Cette forte hausse peut s'expliquer par l'approche des Jeux Olympiques 2024 en France, un événement d'envergure qui déclenche une belle dynamique pour ce secteur d'activité. Le secteur de l'Énergie arrive ensuite avec une prévision nette d'emploi de +24%, mais connaît lui aussi un ralentissement, avec -13 points par rapport au dernier trimestre 2023 (+37%), et -2 points par rapport à l'année dernière à la même période (+26%).

Dans ce secteur en pleine transformation et dans lequel les green jobs apparaissent particulièrement, les nouvelles compétences se créent au fur et à mesure. Les entreprises semblent capitaliser sur leurs ressources existantes, en passant notamment par la formation de leurs salariés pour répondre à leurs besoins grandissants.

Enfin la même dynamique est observée pour le secteur des Transports, de la Logistique et de l'Automobile avec une prévision nette d'emploi de +23%, en constante baisse depuis le début d'année dernière avec -14 points par rapport au dernier trimestre (+37%) et -18 points par rapport à l'année dernière à la même période (+41%).

Malgré un fort besoin des entreprises du secteur en termes de nouvelles compétences pour absorber les

Ecrit par le 3 juillet 2026

évolutions technologiques, la croissance des prévisions nettes d'emploi enregistre une forte baisse depuis un an.

Les grandes et moyennes entreprises deux fois plus optimistes que les autres catégories

Ce sont les très grandes entreprises (plus de 1 000 salariés) qui prévoient de recruter le plus au 1^{er} trimestre 2024 avec une prévision nette d'emploi de +41% (+13 points par rapport au trimestre dernier). Un résultat en hausse comparé au même trimestre de l'année passée (+8 points).

Alors qu'elles étaient en tête au trimestre dernier, les grandes entreprises (250 à 999 salariés) arrivent ce trimestre à la seconde position avec une perspective nette d'emploi de +32%, en baisse par rapport au trimestre précédent (39%) et la même période l'année dernière (42%).

Les entreprises moyennes (50 à 249 salariés) arrivent à la troisième place avec des recruteurs qui ont des perspectives nettes d'emploi de +15%, enregistrant -17 points par rapport au 4^{ème} trimestre et -8 points comparé au même trimestre de l'année passée.

Pour les petites entreprises (10 à 49 salariés), la baisse se poursuit avec une prévision nette d'emploi de +12% ce trimestre (-4 points par rapport au 4^{ème} trimestre). A noter que l'on constate également une baisse très importante des intentions d'embauche par rapport à la même période l'an dernier (-19 points dans la prévision nette d'emploi).

Les très petites entreprises (moins de 10 salariés) ont une prévision nette d'emploi de +10%, et sont donc en croissance par rapport au même trimestre l'année passée (+3 points), mais enregistrent une baisse notable par rapport au trimestre précédent (-8 points).

Un dynamisme régional inégal pour débiter l'année 2024

Alors que certaines régions affichent des perspectives de recrutement optimistes pour le 1^{er} trimestre 2024, la région Auvergne-Rhône-Alpes (28%), la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (28%) et la région Nouvelle-Aquitaine (26%), la situation est plus contrastée pour d'autres.

En Bretagne par exemple, les prévisions nettes d'emploi affichent le 0%, avec 24% des entreprises qui prévoient de recruter, et un pourcentage identique qui annonce devoir baisser leur masse salariale. La Normandie prévoit quant à elle une légère hausse (+2%), comme la région Centre-Val de Loire (+11%), la Bourgogne-Franche-Comté (+15%) et l'Occitanie (+16%).

Au final, il s'avère que les régions PACA et Auvergne-Rhône-Alpes sont les deux seules régions qui connaissent une progression de leurs perspectives d'embauche (+2 points chacune) depuis le dernier trimestre. Dans ces deux régions, les entreprises sont 36% à vouloir augmenter leurs effectifs au 1^{er} trimestre 2024, quand la moyenne nationale, toutes régions confondues, est de 32%. Seules 8% d'entre elles prévoient de réduire leur masse salariale (vs 13% au national).

**Transport, Logistique & Automobile, Services de communication, Biens de consommation et services, Énergie, Finances et immobilier, Santé & sciences de la vie, Industrie & matériaux, Technologies de l'information, Autres non mentionnés ci-avant.*

Ecrit par le 3 juillet 2026

Les experts-comptables de Paca prêtent serment



70 nouveaux experts-comptables viennent de prêter serment à l'occasion de l'assemblée générale du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Provence Alpes Côte d'Azur qui vient de se tenir à Marseille. Parmi eux : 5 Vauclusiens.

70 nouveaux professionnels inscrits au tableau de l'ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur viennent d'officiallement de prêter serment lors de l'assemblée générale du [Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Provence-Alpes-Côte d'Azur \(Croec Paca\)](#). Parmi eux figurent 5 Vauclusiens : [Carole Beau-Beverini](#), [Asmae Bouchnafa](#), [Sabine Buravand Zoppi](#), [David Parades](#) et [Roxane Vernhes](#). Ces derniers rejoignent les 2 332 experts-comptables de la région.

Ils ont tous prêté serment devant leurs familles, leurs pairs et [Catherine Brigant](#), directrice régionale des Finances Publiques et marraine de la promotion, du cru 2022 lors d'une cérémonie solennelle qui s'est tenue à Marseille.

Une soirée durant laquelle Roxane Vernhes a reçu le prix Interfimo pour son mémoire sur l'intégration d'un cabinet comptable de proximité au sein d'un grand groupe alors que [Rothna Koeung Kim](#), expert-comptable à Aix-en-Provence, s'est aussi vu remettre dans le même temps le prix du meilleur mémoire.

[Lire également : \(Vidéo\) Nicolas Férand : « L'expert-comptable de demain va pouvoir faire son véritable métier : accompagner le chef d'entreprise. »](#)

Ecrit par le 3 juillet 2026

Une profession réglementée présentant des garanties de moralité

L'événement a aussi permis à [Nicolas Férand](#), président de l'Ordre, de rappeler les grands principes de cette profession réglementée placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget.

« Acteurs incontournables de la vie économique, les experts-comptables appartiennent à une profession réglementée régie par l'Ordre des experts-comptables qui assure la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession qu'il représente, rappelle le Croec Paca. Seuls les professionnels titulaires du Diplôme d'Expertise Comptable et présentant des garanties de moralité peuvent procéder à cette inscription. Une fois reconnus experts-comptables, ils sont ensuite soumis à de nombreuses obligations : respecter le code de déontologie et les normes professionnelles, faire l'objet de contrôles réguliers sur leur activité professionnelle ou encore se soumettre à une obligation d'assurance civile professionnelle. À défaut d'être inscrit au Tableau de l'Ordre, la personne peut être poursuivie au pénal pour exercice illégal de la profession d'expert-comptable ou pour usurpation du titre. »

« Le recours à un faux comptable et expert-comptable peut conduire au dépôt de bilan. »

Nicolas Férand, président de l'Ordre

« En 2022, le Conseil régional de l'ordre des experts-comptables a enregistré près de 190 signalements, précise Nicolas Férand. En tant qu'institution représentative de la profession, c'est notre rôle de mettre en garde les entreprises face à telles pratiques. Le recours à un faux comptable et expert-comptable peut conduire au dépôt de bilan. »

Les experts-comptables face au défi du recrutement

Actuellement, la profession est également confrontée à de vraies difficultés de recrutements.

« Malgré une offre d'emplois en constante croissance, la profession comptable est confrontée à des difficultés de recrutement : manque de collaborateurs sur le marché, manque de connaissance des métiers existants dans les cabinets ou encore image faussée de leur fonctionnement et des perspectives d'évolution professionnelle, confirme l'Ordre régional. Pour y faire face et anticiper les besoins sur les prochaines années consécutivement aux évolutions des services délivrés, des compétences attendues et des emplois proposés, le CROEC Paca se mobilise. Il participe à de nombreux événements tels que des salons et intervient dans les écoles. Le CROEC Paca organise régulièrement des réunions avec les responsables pédagogiques des écoles. Les étudiants sont invités chaque année à participer au congrès régional. Des conventions de partenariats ont également été signées avec les écoles qui ont pu ainsi obtenir le label de la profession. »

L.G.

Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Provence Alpes Côte d'Azur en chiffres

- 2 332 experts-comptables en Paca

Ecrit par le 3 juillet 2026

- 2 914 sociétés d'expertise comptable
- 590 experts-comptables stagiaires
- 10 000 collaborateurs